

EMBARGO 20/07/2011 à 13h00

20/07/2011

Discours de S.M. le Roi
à l'occasion de la Fête Nationale.
Bruxelles, le 21 juillet 2011

Mesdames et Messieurs, chers compatriotes,

En cette Fête Nationale, j'aurais aimé me réjouir avec vous de la prestation de serment d'un nouveau gouvernement fédéral de plein exercice. Nous n'en sommes hélas pas là, et je le déplore.

Entre-temps, pendant cette longue négociation, le gouvernement en affaires courantes a su prendre efficacement les mesures nécessaires pour préserver dans l'avenir proche le bien-être des citoyens.

Toutefois, cela ne diminue en rien l'urgence et la nécessité de former un gouvernement investi de pleines responsabilités et qui devra réaliser les réformes structurelles nécessaires dans les domaines institutionnel et socioéconomique. De là mon nouvel appel à tous les citoyens et en premier lieu aux responsables politiques.

Un célèbre constitutionnaliste anglais, Walter Bagehot, précisait les prérogatives de la monarchie constitutionnelle comme suit : le droit d'être informé, le droit d'encourager et le droit de mettre en garde.

Ces derniers mois, dans mes audiences, j'ai beaucoup utilisé les deux premières prérogatives : être informé et encourager. Avec vous, je voudrais à présent faire usage publiquement, en toute transparence, de la troisième prérogative : le droit de mettre en garde.

Je le fais fortement et avec conviction pour les raisons suivantes :

Premièrement.

Comme un très grand nombre de Belges, je suis affligé par la plus longue durée, de mémoire d'homme, de formation d'un gouvernement. Cela crée chez beaucoup d'entre vous un sentiment d'inquiétude quant à l'avenir. J'ai pu m'en rendre compte lors de mes visites dans les différentes régions.

Deuxièmement.

La durée de cette crise suscite aussi, dans une grande partie de la population, de l'incompréhension vis-à-vis du monde politique qui n'apporte pas de solution aux problèmes. Cela risque de développer une forme de poujadisme qui est dangereuse et néfaste pour la démocratie.

EMBARGO 20/07/2011 à 13h00

Troisièmement.

Si cette situation perdure longtemps encore elle pourrait affecter de façon négative et très concrète le bien-être économique et social de tous les Belges. Il faut en être bien conscient.

Quatrièmement.

Un des atouts importants de la Belgique, depuis la seconde guerre mondiale, est son rôle au sein de l'Europe. Cela nous a valu de devenir de fait, comme pays, la capitale de l'Europe et de jouer un rôle moteur dans cette formidable aventure qu'est la construction européenne. Notre pays, avec sa diversité culturelle, était considéré d'une certaine manière comme un modèle pour l'Union européenne. Notre situation actuelle crée de l'inquiétude auprès de nos partenaires, et pourrait endommager notre position au sein de l'Europe, voire l'élan même de la construction européenne déjà mis à mal par les eurosceptiques et les populistes.

Je ne serais donc pas fidèle à mon rôle, si je ne rappelais pas solennellement les risques qu'une longue crise fait courir à tous les Belges, et si je n'exhortais pas à nouveau tous les hommes et toutes les femmes politiques, et ceux qui peuvent les aider, à se montrer constructifs et à trouver rapidement une solution équilibrée à nos problèmes.

Comme je le rappelais à l'occasion de la Noël, et je cite :

« Dans la recherche de cet accord raisonnable il est évident que chaque partie devra faire des concessions. Chacun aura donc l'obligation de prendre ses responsabilités. Le moment est venu où le vrai courage consiste à chercher fermement le compromis qui rassemble, et non à exacerber les oppositions. »

Si un tel accord se réalise, un nouveau gouvernement fédéral pourrait être constitué. Avec les entités fédérées, il sera à même de prendre des mesures nécessaires pour sauvegarder le bien-être de la population, et pour rétablir la confiance au sein du pays. C'est cela que tous nos concitoyens attendent ». Fin de citation.

Mais les citoyens ne doivent pas seulement exhorter leurs représentants à prendre les décisions courageuses qui s'imposent. Ils doivent aussi s'efforcer de favoriser une meilleure entente entre nos communautés en faisant des pas concrets vers l'autre, en parlant sa langue, en s'intéressant à sa culture, en essayant de mieux le comprendre. C'est là une forme importante de la citoyenneté moderne.

Par ailleurs, nos problèmes internes ne doivent pas nous conduire vers un repli égoïste sur nous-mêmes et nous faire oublier le monde qui nous entoure. A ce propos, je voudrais partager avec vous l'émotion que j'ai ressentie lors de la remise du prix Roi Baudouin pour le développement au médecin congolais Denis Mukwege. Dans des conditions très difficiles, il soigne et vient en aide aux femmes qui sont victimes de terribles violences dans l'Est du Congo. J'appelle notre pays, l'Union

européenne et les Nations Unies à travailler efficacement avec les autorités du Congo, et des pays voisins, pour mettre fin à ce drame. Nous ne pouvons pas rester indifférents à de telles situations.

Mesdames, Messieurs, chers concitoyens,

C'est avec le ferme espoir de voir bientôt prendre fin cette trop longue période d'instabilité politique que la Reine et moi, et notre famille, nous vous adressons nos meilleurs vœux pour une vraie Fête Nationale qui rapproche tous les citoyens.

Meine Damen und Herren, geehrte Mitbürger,

In der festen Hoffnung bald dem Ende dieser zu langen Periode politischer Instabilität entgegen zu sehen, wünschen die Königin und ich selbst, sowie unsere Familie, Ihnen allen einen wirklichen Nationalfeiertag in Zusammengehörigkeit.